

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1984)
Heft: 736

Artikel: Gérard Bauer : le capitalisme horloger n'a pas saisi sa chance
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1017033>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

le nombre de travailleurs horlogers est passé de 8000 à 40 000 en treize ans. Ces flots sont orientés presque exclusivement vers le marché mondial. C'est ainsi que la dépendance conjoncturelle et souvent commerciale de ces pays est renforcée. La dépendance technique est généralement totale, l'organisation et l'autodéfense des travailleurs fréquemment prohibées. Ainsi les couches salariales de notre pays et de ces nouveaux centres sont-elles mises directement en concurrence, mais avec des moyens inégaux.»

INCOMPATIBILITÉ

Finalement, les processus de restructuration de la production horlogère actuellement mis en œuvre, replacés dans leurs perspectives commerciales, mettent en lumière des interrogations de nature semblable, en Suisse et à l'étranger: en ce qui concerne l'emploi, les bouleversements en cours contribueront-ils à marginaliser encore les régions horlogères de l'arc jurassien en concentrant ailleurs les postes de travail restant? Dans les pays semi-industrialisés, ces bouleversements déboucheront-ils sur une plus grande dépendance encore à l'égard des sources financières, technologiques et commerciales des pays industrialisés et des sociétés transnationales, jusqu'à compromettre les chances d'un développement autonome? Le plus impressionnant est que la réussite d'une politique industrielle horlogère qui pourrait retarder les échéances dans le Jura, cette réussite même consoliderait la dépendance des pays du tiers monde à l'endroit du capital horloger... «Incompatibilité fondamentale entre une politique du développement qui se veut au service des plus pauvres d'une part et d'autre part la politique étrangère ainsi que les relations économiques internationales de la Suisse qui servent ses propres intérêts»...

C'est le mérite du travail de J.-F. Blanc, à travers des développements économiques et historiques à la fois précis et condensés, d'avoir mis à jour, dans la question horlogère, cette impasse fondamentale.

GÉRARD BAUER

Le capitalisme horloger n'a pas saisi sa chance

Dans une contribution critique publiée en annexe du travail de J.-F. Blanc, l'ancien directeur de la Fédération horlogère, Gérard Bauer, dresse, entre autres remarques percutantes, un portrait sans complaisance du «capitalisme horloger» des dernières décennies. Quelques lignes qui valent la citation et qui éclairent bien les enjeux des restructurations en cours:

L'auteur de l'étude a judicieusement défini les termes de l'alternative posée à l'industrie horlogère contemporaine:

— *ou l'automatisation du processus de production à l'intérieur des pays industrialisés (Japon, Etats-Unis, Europe, Suisse);*

— *ou le transfert de certaines opérations de la production dans les pays en voie de développement, notamment dans les pays nouvellement industrialisés [P. N. I.].*

Or, au cours des années marquées par une prospérité quasi générale des économies, l'industrie horlogère ou les groupes qui la constituaient, n'ont appliqué, avec toutes leurs conséquences, ni l'une ni l'autre des deux politiques énoncées ci-dessus.

Les rapports de l'industrie horlogère suisse, avec des pays tels les Indes, l'Amérique latine (Brésil), le Mexique, Singapour et Hong-Kong, sont illustratifs à cet égard.

La période de prospérité, qui a prévalu jusqu'à 1974, aurait permis, selon la nature économique spécifique de nos partenaires, la mise en œuvre concomitante de ces deux politiques, sans que les régions horlogères eussent à subir les pertes d'emplois définitives et aussi nombreuses avec leurs conséquences sociales, que nous avons eu à enregistrer et à déplorer dans les années, marquées par la récession, qui suivirent.

L'absence de sociétés multinationales horlogères

analogues à celles que comptent les industries chimiques, des machines et de l'alimentation, et l'impossibilité, en dépit d'efforts méritoires et réitérés, de définir et de mettre en œuvre une stratégie industrielle, explique cet état de choses.

Jusqu'à la restructuration fondamentale de l'Asuag et de la SSIH, aucun groupe de l'industrie horlogère suisse, en dépit des atouts dont elle disposait, ne s'est senti en mesure de jouer le rôle qu'ont joué les sociétés multinationales de l'économie suisse, ni n'a pris l'initiative de définir cette stratégie industrielle mondiale en s'efforçant de la faire accepter à ses partenaires, ses clients de l'horlogerie suisse.

Si elle a été tentée parfois au cours de la décennie de 70, c'est le plus souvent sous la contrainte de facteurs extérieurs (concurrence des multinationales étrangères, épanouissement de marques étrangères, politique gouvernementale protectionniste, prédominance sous-estimée et croissante de l'électronique).

Plutôt que de vouloir et pouvoir exercer, pendant qu'il était encore temps, grâce à une stratégie industrielle concertée ou actionnée par un groupe multinationale, une influence dans l'orientation des développements industriels horlogers des P. N. I., l'industrie horlogère suisse s'est contentée de devenir le fournisseur principal des pièces détachées ou de mouvements non assemblés des secteurs horlogers en voie de développement des Etats d'outre-mer.

N'ayant pas été en mesure d'exploiter sur les marchés internationaux l'avance technologique qu'elle avait conquise en parvenant la première à produire une montre-bracelet électronique, l'horlogerie suisse ne le fut pas davantage pour définir et réaliser avec des moyens suffisants une politique de diversification industrielle appliquant les résultats probants de ses développements en microélectronique ou pour s'associer à d'autres groupes industriels suisses ou étrangers, soucieux d'acquérir ce know-how encore peu répandu dans les premières années de la décennie 60.